
- **Armes classiques**

- **Renforcement des contrôles** : L'accumulation excessive d'armes classiques dans de nombreux États constitue un problème pressant. Le recours généralisé et abusif aux mines terrestres, avec son horrible cortège d'innocentes victimes civiles, pose un sérieux défi, surtout lors d'insurrections. Nous travaillons de concert avec d'autres pays à renforcer la convention internationale pertinente. Nous continuons à attacher beaucoup d'importance au Registre des armes conventionnelles des Nations Unies et à engager vivement les autres États membres à l'utiliser. Le leadership du Canada à ce chapitre est démontré par les contrôles que nous effectuons dans les exportations de biens militaires, contrôles qui sont parmi les plus restrictifs en Occident. Aucune licence d'exportation n'est accordée lorsque, entre autres raisons, les biens sont destinés à un pays où ils pourraient servir à violer les droits de la personne ou encore où il existe une menace imminente d'hostilités. Nous allons aussi étudier les moyens de faire en sorte que la communauté internationale puisse prévenir de façon plus efficace la prolifération des armes classiques.

- **Armement et développement**

- **Incitation à des dépenses plus productives** : Le gouvernement est préoccupé par le déséquilibre persistant entre les sommes qu'une majorité de pays en développement affectent aux dépenses d'armement et celles qu'ils consacrent au développement de leur population. Nous continuerons d'user de tous les moyens à notre disposition pour faire en sorte que, conformément à l'article 26 de la Charte des Nations Unies, seul soit détourné vers les armements « le minimum des ressources humaines et économiques du monde » et ce, surtout dans les pays en développement où les maigres ressources existantes devraient avant tout servir à soulager les souffrances et à promouvoir l'emploi et la croissance. En particulier, le Canada recherchera la concertation avec d'autres pour influencer les pays qui dépensent beaucoup dans l'achat d'armements plutôt que dans la promotion de programmes d'éducation et de logement pour leur population. À cette fin, le gouvernement offrira son aide à la démobilisation du personnel militaire, de même que de la formation pour l'intégration à la vie civile telles que les activités policières, et ce afin d'assister les sociétés qui tentent de réduire leurs dépenses militaires et reconstruire leur société civile.